

Arrêté du 2 janvier 2012 portant délégation de signature du directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est

NOR : JUSF1202197A

Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;*
- Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;*
- Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;*
- Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;*
- Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;*
- Vu le décret n° 2005-534 du 24 mai 2005 portant déconcentration en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;*
- Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;*
- Vu l'arrêté du 19 août 2011 relatif à la déconcentration de certains actes de recrutement et de gestion des personnels relevant de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;*
- Vu l'arrêté du 27 septembre 2002 portant nomination de M. Hervé SCHMITT, attaché à la direction régionale de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne Ardennes ;*
- Vu l'arrêté du 1er septembre 2005 portant nomination de M. Jérôme LUCIEN, attaché à la direction régionale de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne Ardennes ;*
- Vu l'arrêté du 1er décembre 2008 portant nomination de M. Dominique SIMON directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est ;*
- Vu l'arrêté du 12 février 2009 portant nomination de M. Jean ZILLIOX, directeur territorial du Haut Rhin et l'arrêté en date du 27 avril 2011 le chargeant d'assurer l'intérim de la fonction de directeur territorial du Bas-Rhin ;*
- Vu l'arrêté du 15 avril 2009 portant nomination de M. Alain SOMMACAL directeur territorial de la Moselle ;*
- Vu l'arrêté du 16 avril 2009 portant nomination de M. Yves REYNAUD, directeur du pôle de l'audit et des politiques éducatives à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est ;*
- Vu l'arrêté du 22 juillet 2009 portant nomination de Mme Sylvie RIVERON, directrice territoriale Marne, Ardennes ;*
- Vu l'arrêté du 15 février 2010 portant nomination de M. Benoît BERTHELEMY, directeur territorial Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges ;*
- Vu l'arrêté du 15 février 2010 portant nomination de M. Jean-Marc LAHITTE directeur territorial de Franche-Comté ;*
- Vu l'arrêté du 13 janvier 2011 portant nomination de Mme Mireille HIGINNEN directrice interrégionale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est ;*
- Vu l'arrêté du 28 juillet 2011 portant nomination de Mme Marie-Dominique STERVINO, directrice territoriale Aube, Haute-Marne ;*
- Vu l'avenant en date du 19 avril 2010 au contrat d'engagement en date du 14 mai 2008, portant recrutement de M. Nicolas FRANQUIN en qualité de directeur des ressources humaines adjoint de la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est ;*

.../...

ARRÊTE

Article 1

Délégation est donnée à :

Mme Mireille HIGINNEN

à l'effet de signer au nom du directeur interrégional, dans la limite de ses attributions, les arrêtés, décisions ou contrats relatifs à :

1° Pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

l'octroi des congés annuels ;

l'ouverture et le suivi du compte épargne-temps ;

l'octroi des congés de maternité ou pour adoption ;

l'octroi des congés de paternité ;

l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;

l'octroi ou le renouvellement du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;

l'imputabilité au service des maladies et des accidents ;

l'autorisation des cumuls d'activités ;

les autorisations d'absence, sauf celles délivrées à titre syndical en application des articles 14 et 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 susvisé;

l'octroi ou le renouvellement des congés de longue maladie ;

l'octroi ou le renouvellement des congés de longue durée ;

l'octroi ou le renouvellement du congé parental ;

l'octroi, le renouvellement et la fin du congé de présence parentale ;

l'octroi ou le renouvellement des disponibilités d'office après épuisement des droits à congés ordinaires de maladie, congé de longue maladie et congé de longue durée ;

l'octroi ou le renouvellement des disponibilités de droit ;

l'autorisation, la modification, ou le renouvellement du travail à temps partiel et la réintégration à temps plein dans l'emploi d'origine ;

l'octroi des congés de représentation ;

l'admission au bénéfice de la cessation progressive d'activité ;

la décision d'élévation d'échelon ;

la réintégration après un congé de longue maladie sans changement d'affectation ;

la réintégration après un congé de longue durée sans changement d'affectation ;

la réintégration après un congé parental sans changement d'affectation ;

l'élaboration des cartes professionnelles ;

l'édiction des arrêtés d'intérim.

2° Pour les agents non titulaires :

le recrutement ;

l'octroi des congés annuels ;
l'ouverture et le suivi du compte épargne-temps ;
l'octroi des congés de maternité ou pour adoption ;
l'octroi des congés de paternité ;
l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;
l'octroi ou le renouvellement du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
l'imputabilité au service des maladies et des accidents ;
les autorisations d'absence ;
l'octroi, le renouvellement et la fin des congés pour raison de santé ;
l'octroi, le renouvellement et la fin des congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles ;
l'autorisation, la modification, ou le renouvellement du travail à temps partiel et la réintégration à temps plein ;
l'octroi des congés pour formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;
l'autorisation des cumuls d'activités ;
l'octroi des congés de représentation ;
l'octroi des congés liés à des absences résultant d'une obligation légale et des activités dans la réserve opérationnelle ;
l'admission au bénéfice de la cessation progressive d'activité ;
les décisions relatives à la fin du contrat et au licenciement ;
l'admission au bénéfice de la retraite ;
l'octroi et revalorisation des rentes.

Article 2

Délégation est donnée à :

M. Jérôme LUCIEN

M. Nicolas FRANQUIN

à l'effet de signer au nom du directeur interrégional dans la limite de ses attributions, les arrêtés, décisions ou contrats relatifs à :

1° Pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

l'octroi des congés annuels ;
l'ouverture et le suivi du compte épargne-temps ;
l'octroi des congés de maternité ou pour adoption ;
l'octroi des congés de paternité ;
l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;
l'octroi ou le renouvellement du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
l'imputabilité au service des maladies et des accidents ;
l'autorisation des cumuls d'activités ;
les autorisations d'absence, sauf celles délivrées à titre syndical en application des articles 14 et 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 susvisé ;
l'octroi ou le renouvellement des congés de longue maladie ;
l'octroi ou le renouvellement des congés de longue durée ;

l'octroi ou le renouvellement du congé parental ;
l'octroi, le renouvellement et la fin du congé de présence parentale ;
l'octroi ou le renouvellement des disponibilités d'office après épuisement des droits à congés ordinaires de maladie, congé de longue maladie et congé de longue durée ;
l'octroi ou le renouvellement des disponibilités de droit ;
l'autorisation, la modification, ou le renouvellement du travail à temps partiel et la réintégration à temps plein dans l'emploi d'origine ;
l'octroi des congés de représentation ;
l'admission au bénéfice de la cessation progressive d'activité ;
la décision d'élévation d'échelon ;
la réintégration après un congé de longue maladie sans changement d'affectation ;
la réintégration après un congé de longue durée sans changement d'affectation ;
la réintégration après un congé parental sans changement d'affectation ;
l'élaboration des cartes professionnelles ;
l'édiction des arrêtés d'intérim.

2° Pour les agents non titulaires :

le recrutement ;
l'octroi des congés annuels ;
l'ouverture et le suivi du compte épargne-temps ;
l'octroi des congés de maternité ou pour adoption ;
l'octroi des congés de paternité ;
l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;
l'octroi ou le renouvellement du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ;
l'imputabilité au service des maladies et des accidents ;
les autorisations d'absence ;
l'octroi, le renouvellement et la fin des congés pour raison de santé ;
l'octroi, le renouvellement et la fin des congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles ;
l'autorisation, la modification, ou le renouvellement du travail à temps partiel et la réintégration à temps plein ;
l'octroi des congés pour formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;
l'autorisation des cumuls d'activités ;
l'octroi des congés de représentation ;
l'octroi des congés liés à des absences résultant d'une obligation légale et des activités dans la réserve opérationnelle ;
l'admission au bénéfice de la cessation progressive d'activité ;
les décisions relatives à la fin du contrat et au licenciement ;
l'admission au bénéfice de la retraite ;
l'octroi et revalorisation des rentes.

Article 3

Délégation est donnée à :

M. Hervé SCHMITT

M. Alain SOMMACAL

Mme Sylvie RIVERON

M. Benoît BERTHELEMY

M. Jean-Marc LAHITTE

Mme Marie-Dominique STERVINO

M. Jean ZILLIOX

à l'effet de signer au nom du directeur interrégional, dans la limite de leurs attributions, les arrêtés, décisions ou contrats relatifs à :

1° Pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

l'octroi des congés annuels ;

l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;

les autorisations d'absence, sauf celles délivrées à titre syndical en application des articles 14 et 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 susvisé ;

2° Pour les agents non titulaires :

l'octroi des congés annuels ;

l'octroi ou le renouvellement des congés ordinaires de maladie ;

les autorisations d'absence.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et affiché dans les locaux de chacun des services délégataires.

Fait le 2 janvier 2012.

Le directeur interrégional de la protection
judiciaire de la jeunesse Grand-Est,

Dominique SIMON